

Séance ordinaire du mardi 17 décembre 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le dix sept décembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Laurent NISON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Annie YAGUE ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Roger-Yannick CHARTIER, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Flora LABOURIER, Clothilde OLLIER, Joëlle URBANI

Relations institutionnelles entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Convention de mise à disposition descendante du service intercommunal Habitat et Santé de Montpellier Méditerranée Métropole au bénéfice de la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Le Pôle Sécurités Tranquillité Publique a eu pour objectif de rassembler au sein d'une même entité l'ensemble des services et fonctions dédiés à la gestion des risques, qu'ils soient technologiques, environnementaux ou encore sociétaux.

La dernière réorganisation du Pôle Sécurités Tranquillité Publique a vu la création d'un service intercommunal d'habitat et de santé (SIHS) en charge de la lutte contre l'habitat indigne. En effet, les évolutions réglementaires issues de l'ordonnance du 16 septembre 2020 facilitant la délégation des pouvoirs du préfet au titre de la lutte contre l'habitat indigne au bénéfice des présidents d'intercommunalité, il est envisagé dans le courant du 2nd semestre de 2025 de demander la délégation des pouvoirs de police du préfet en matière de traitement de l'insalubrité sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, ce qui a motivé la construction d'un SIHS.

Dans le cadre de leurs missions, les agents du SIHS opèrent, pour le compte de la Ville ou de la Métropole, des contrôles sanitaires et bâtimentaires en engageant les procédures adaptées, effectuent des enquêtes de terrain, veillent au respect des réglementations en vigueur et apportent leur expertise technique et juridique en matière de lutte contre l'habitat indigne et non décent. Les missions du SIHS recouvrent donc à la fois des compétences de la Métropole et de la Ville de Montpellier en application des textes en vigueur (Code de la santé publique, Code de la construction de l'habitation, règlement sanitaire départemental) ou de conventions passées avec la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) par exemple.

Dans le cadre d'une bonne organisation des services, la Métropole décide de mettre à disposition de la Ville le SIHS. La mise à disposition porte également sur les matériels de bureau, de travail et de locomotion qui sont liés à ce service.

La présente mise à disposition des services s'agissant du personnel, s'exerce dans les conditions fixées par la présente convention et en vertu notamment des articles L.5211-4-1 et D.5211-16 du Code général des collectivités territoriales

La gestion de ce SIHS par la Métropole au bénéfice de la Ville de Montpellier contribuera à préserver la bonne organisation des effectifs tout en garantissant le maintien d'un haut niveau d'expertise et d'expérience à la population de la commune.

Le calcul de refacturation de la Métropole vers la Ville de Montpellier est lié au pourcentage d'activité de chaque poste au bénéfice de la commune tel que précisé dans l'annexe 2 de la convention.

La Ville remboursera à la Métropole la masse salariale des agents mis à disposition sur la base du temps de travail évalué ainsi que des frais de personnel support et des frais de structure selon la clé de répartition suivante :

Masse salariale	% de MAD par ETP = A
Frais personnel support (DRH, finances...)	6 % x A = B
Frais de structure	3% x (A+B)

La mise à disposition du service sera effective à compter du 1^{er} janvier 2025 et est prévue sans limitation de durée.

Une convention de mise à disposition descendante de service régit les modalités de mise en œuvre ainsi que les dispositions financières, Cette mise à disposition descendante de service ainsi que les dispositions financières ont fait l'objet d'un avis du Comité Social Territorial de la Métropole en date du 21 novembre et de la Ville en date du 2 décembre 2024.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de mise à disposition descendante de service de Montpellier Méditerranée Métropole, à compter du 1^{er} janvier 2025 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 24 décembre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 décembre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :
- MAD service SIHS VD

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241217-287166-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 26/12/24
Réception en Préfecture : 26/12/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.



CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DESCENDANTE DE SERVICE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE AU BENEFICE DE LA COMMUNE DE MONTPELLIER :

SERVICE INTERCOMMUNAL HABITAT ET SANTE

Entre les signataires :

La Ville de Montpellier représentée par Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire délégué aux Finances, à l'évaluation des Politiques Publiques, aux Ressources Humaines et au Dialogue social, d'une part,

ET

Montpellier Méditerranée Métropole représentée par Monsieur Joël RAYMOND, Vice-président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue Social, d'autre part,

VU Le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L 5217-7 et L 5215- 27

VU Le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 portant création de Montpellier Méditerranée Métropole au 1^{er} janvier 2015

VU Les avis rendus par les comités sociaux territoriaux de la Commune et de la Métropole de Montpellier respectivement en date du 02/12/2024 et du 21/11/2024

VU la décision n° M2024-XXX du Président de la Métropole et la délibération n° V2043-XXX du Conseil Municipal respectivement en date du et du 17/12/2024

Préambule

Le Pôle des Sécurités Tranquillité Publique a eu pour objectif de rassembler au sein d'une même entité l'ensemble des services et fonctions dédiés à la gestion des risques, qu'ils soient technologiques, environnementaux, sanitaires ou encore sociétaux.

La dernière réorganisation du Pôle des Sécurités Tranquillité Publique a vu la création d'un Service Intercommunal Habitat Santé (SIHS) en charge de la lutte contre l'habitat indigne.

En effet, les évolutions réglementaires issues de l'ordonnance du 16 septembre 2020 facilitant la délégation des pouvoirs du préfet au titre de la lutte contre l'habitat indigne au bénéfice des présidents d'EPCI, il est envisagé dans le courant du 2nd semestre de 2025 de demander la délégation des pouvoirs de police du préfet en matière de traitement de l'insalubrité sur le territoire de la métropole de Montpellier, ce qui a motivé la construction d'un SIHS 1.

Dans le cadre de leurs missions, les agents du SIHS opèrent, pour le compte de la Ville ou de la Métropole, des contrôles sanitaires et bâtimentaires en engageant les procédures adaptées, effectuent des enquêtes de terrain, veillent au respect des réglementations en vigueur et apportent leur expertise technique et juridique en matière de lutte contre l'habitat indigne et non décent.

Les missions du SIHS recouvrent donc à la fois des compétences du président de la Métropole et de la Ville de Montpellier en application des textes en vigueur (code de la santé publique, code de la construction de l'habitation, règlement sanitaire départemental de l'Hérault) ou de conventions passées avec la CAF par exemple.

Ainsi, les missions suivantes sont exercées par le SIHS pour le compte de la Ville :

- Mise en œuvre des procédures de police administrative relatives au traitement de l'insalubrité et du danger ponctuel imminent dans les logements et parties communes (code de la santé publique et code de la construction de l'habitation dans le cadre des missions déléguées aux services communaux d'hygiène et de santé par l'Etat)
- Mise en œuvre de la procédure de traitement des logements non décents (convention de prestation signée avec la CAF)
- Mise en demeure des propriétaires et rédaction de procès-verbaux à l'attention de l'officier du Ministère public en cas d'infractions constatées au règlement sanitaire départemental de l'Hérault ou au code de la santé publique (pouvoir de police général du maire)
- Délivrance d'avis relatifs aux critères d'habitabilité concernant des projets de changement de destination de logements ou de déclarations d'intention d'aliéner un bien (sur sollicitation du service urbanisme)
- Réponse aux notaires concernant les éventuels arrêtés pris sur les logements en cours d'acquisition

Ces missions s'ajoutent à celles exercées par le SIHS dans le cadre des compétences exercées par le président de la Métropole :

- Mise en œuvre des procédures de mise en sécurité des immeubles et édifices en défaut de solidité ou des équipements communs présentant un danger
- Instruction des demandes d'autorisation préalable de mise en location dans le cadre du dispositif du « permis de louer »
- Mise en place des contrôles relatifs au dispositif du « permis de louer » : contrôle des suites données aux décisions (refus de mise en location, réalisation des travaux demandés pour mettre fin aux désordres), de la délivrance d'une autorisation préalable avant chaque mise en location et engagement des amendes administratives en cas d'infraction au dispositif.

La mise à disposition du SIHS par la Métropole au bénéfice de la commune de Montpellier contribuera à préserver la bonne organisation des effectifs tout en garantissant le maintien d'un haut niveau d'expertise et d'expérience à la population de la commune.

Article 1 – Objet et conditions générales

Dans le cadre d'une bonne organisation des services, la Métropole décide de mettre à disposition de la Commune le Service Intercommunal Habitat et Santé.

La mise à disposition porte également sur les matériels de bureau, de travail et de locomotion qui sont liés à ce service.

La structure du service mis à disposition pourra, et tant que de besoin, être modifiée étant précisé que la Métropole en informera alors la Commune et définira, en concertation avec cette dernière, les conditions permettant le maintien de la qualité des activités mises à disposition.

La présente mise à disposition du service s'agissant du personnel, s'exerce dans les conditions fixées par la présente convention et en vertu notamment des articles L.5211-4-1 et D.5211-16 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 2 – Durée de la mise à disposition

La présente convention prend effet à compter du 1^{er} janvier 2025 et est prévue sans limitation de durée, sauf dénonciation effectuée dans les conditions prévues à l'article 10.

Article 3 : Situation des agents concernés par la Mise à disposition de service

Les agents publics territoriaux concernés par la mise à disposition de services sont de plein droit mis à disposition de la Commune pour la durée de la convention.

Le Président est l'autorité hiérarchique, il continue de gérer la situation administrative des personnels mis à disposition (position statutaire et déroulement de carrière). Le Président, en sa qualité d'autorité investie du pouvoir de nomination, exerce le pouvoir disciplinaire.

L'évaluation individuelle annuelle (entretien professionnel) de l'agent mis à disposition continue de relever de la Métropole.

Les agents concernés sont placés, pour l'exercice de leurs fonctions directement liées aux compétences communales, sous l'autorité fonctionnelle du Maire de la Commune.

Ce dernier adresse directement au chef du SIHS les instructions nécessaires à l'exécution des tâches et contrôle l'exécution des tâches.

Il pourra donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature au responsable du SIHS par la mise à disposition pour l'exécution des missions confiées.

Article 4 : Conditions d'emploi des agents concernés par la mise à disposition de service

Les conditions d'exercice des fonctions du service mis à disposition sont définies de manière concertée entre la Métropole et la Commune.

Les autres modalités liées aux conditions de travail des personnels mis à disposition sont fixées par la Métropole, laquelle prend notamment les décisions relatives aux absences, congés annuels et congés pour indisponibilité physique et en informe la Commune.

La Métropole délivre les autorisations de travail à temps partiel et autorise les congés de formation professionnelle ou pour formation syndicale et en informe la Commune.

La Métropole verse aux agents concernés par la mise à disposition, la rémunération correspondant à leur grade ou à leur emploi d'origine (traitement, le cas échéant, supplément familial de traitement, indemnité de résidence, primes et indemnités).

Article 5 : la mise à disposition des biens matériels

La présente mise à disposition de service vaut mise à disposition de l'ensemble des biens matériels et immatériels, meubles et immeubles nécessaires au fonctionnement dudit service.

Les biens affectés au service mis à disposition restent acquis, gérés et amortis par la Métropole, même s'ils sont mis à la disposition de la Commune.

Article 6 : Prise en charge financière /Remboursement

La Commune, bénéficiaire, s'engage à rembourser à la Métropole, les frais de fonctionnement engendrés par la mise à disposition, à son profit du service visé dans les annexes de la présente convention.

Le remboursement des frais de fonctionnement du service mis à disposition s'effectue sur la base d'un coût unitaire de fonctionnement du service, multiplié par le nombre d'unités de fonctionnement (exprimé en mois) constaté par la Métropole.

1. Détermination du coût unitaire de fonctionnement

Le coût unitaire mensuel comprend les charges liées au fonctionnement du service et en particulier les charges de personnel, les fournitures, le coût de renouvellement des biens et les contrats rattachés, à l'exclusion de toute autre dépense non strictement liée au fonctionnement du service. Il est constaté à partir des dépenses des trois derniers comptes administratifs, actualisées des modifications prévisibles des conditions d'exercice de l'activité au vu du budget primitif de l'année.

Le coût unitaire mensuel se décompose comme suit :

- Part fixe A ($A1 + A2$)

A1

- o Charges de personnel (rémunérations, charges sociales, toutes autres taxes et contributions, cotisations, frais médicaux, de formation et de missions, équipements de protection individuelle, ...)

A1 Calcul :

Masse salariale des fonctions mises à disposition (ETP) + 6% de cette même masse salariale (représentant la quote-part des charges de personnel des fonctions support)

A2

- o Fournitures
- o Coût de renouvellement des biens
- o Coût de mise à disposition des locaux, fluides, véhicules...

A2 Calcul :

3% (quote-part des charges de structure) x A1

Les taux de 6% et 3% appliqués sont issus de modes de calcul retenus par la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLETC).

- Part variable B

- o Contrats rattachés

D'autres dépenses pourront être comprises dans le coût unitaire, à la condition que les deux parties l'acceptent, par voie d'avenant et qu'elles aient un lien avec le fonctionnement du service.

2. Détermination des unités de fonctionnement

Une unité correspond à une utilisation mensuelle du service.

Un état annuel devra dresser la liste des recours au service convertis en unités de fonctionnement, sur la base des états mensuels dressés par les chefs de services, précisés à l'article 3.

3. Prévision d'utilisation des services mis à disposition

A la signature de la présente convention, le nombre prévisionnel d'unités de fonctionnement s'établit à 12 mois.

4. Délai de calcul du montant du remboursement

Le coût unitaire (Part fixe A + estimatif part variable B) est porté à la connaissance de la Commune, chaque année, avant la date d'adoption du budget prévue à l'article L 1612-2 CGCT.

Pour l'année de signature de la convention, le coût unitaire (Part fixe A + estimatif part variable B) est porté à la connaissance de la Commune dans un délai de deux mois à compter de la signature de la convention.

5. Délai de remboursement

La demande de remboursement intervient tous les 6 mois (juin-décembre) sur la base d'un état indiquant la liste des recours au service convertis en unité de fonctionnement (Part fixe A + relevé consommation sur Part B). Le remboursement doit intervenir dans les 30 jours suivant la notification du montant du remboursement à la Commune.

Les enveloppes financières affectées à l'exercice des activités des services mis à disposition (part fixe et part variable) devront faire l'objet d'une concertation trimestrielle entre la Métropole et la Commune.

Article 8– Responsabilité et assurance

Durant la mise à disposition du service, sous réserve des cas où les agents mis à disposition agiront sur instruction ou délégation de signature directes du Maire de la Commune comme prévu à l'article 3, le ou les agents concernés agiront sous la responsabilité de la Métropole. Les sommes exposées au titre de cette mise à disposition relèvent des remboursements de frais de l'article 6 des présentes.

En cas de faute lourde commise par l'une des deux parties au détriment de l'autre, la partie victime pourra engager la responsabilité de l'autre partie, par dérogation aux stipulations de l'alinéa précédent, non sans avoir tenté toute démarche amiable utile et la mise en œuvre des procédures de conciliation prévues par la présente convention.

Article 9 : Evolution de la convention

En cas de modification des circonstances ayant un effet sur les conditions organisationnelles, techniques ou financières de la présente convention, les parties s'efforceront de procéder aux adaptations nécessaires de celle-ci dans les meilleurs délais, par voie d'avenant.

Article 10 : Dénonciation de la convention

La présente convention peut prendre fin à la demande de l'une des deux parties cocontractantes pour un motif d'intérêt général lié à l'organisation de ses propres services.

Cette dénonciation ne peut avoir lieu que dans le respect du préavis d'un exercice budgétaire. Cette décision fait l'objet d'une information par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de dénonciation de la présente convention, aucune indemnisation n'est à verser par une partie à l'autre, si ce n'est au titre des remboursements des frais afférents aux mises à disposition dans les conditions fixées par la présente convention.

En cas de dénonciation, celle-ci emportera une répartition des contrats éventuellement conclus pour des biens ou des services mis à disposition par accord entre les deux parties.

Article 11 : Litiges

Tous les litiges concernant l'application de la présente convention relèvent de la seule compétence du tribunal administratif de Montpellier, dans le respect des délais de recours.

Article 12 : Disposition terminales :

La présente convention sera transmise en Préfecture et notifiée aux services concernés ainsi qu'aux trésoriers et aux assureurs respectifs des parties.

Fait à Montpellier le _____

Pour Montpellier Méditerranée Métropole,
ci-dessus dénommée « la Métropole »

Le vice-Président délégué aux Ressources
Humaines et au Dialogue Social,

Joël RAYMOND

Pour la Ville de Montpellier,
ci-dessus dénommée « la Ville »

L'adjoint au Maire, délégué aux
Finances, à l'évaluation des politiques
publiques, aux ressources humaines et
au Dialogue social

Michel ASLANIAN

ANNEXE 1 : DESCRIPTIF TECHNIQUE DES MISSIONS

Les missions du SIHS recouvrent des compétences à la fois du président de la Métropole et de la Ville de Montpellier en application des textes en vigueur (code de la santé publique, code de la construction de l'habitation, règlement sanitaire départemental) ou de conventions passées avec la CAF par exemple.

Ainsi, les missions suivantes sont exercées par le SIHS pour le compte de la Ville :

- Mise en œuvre des procédures de police administrative relatives au traitement de l'insalubrité et du danger ponctuel imminent dans les logements et parties communes (code de la santé publique et code de la construction de l'habitation dans le cadre des missions déléguées aux services communaux d'hygiène et de santé par l'Etat)
- Mise en œuvre de la procédure de traitement des logements non décents (convention de prestation signée avec la CAF)
- Mise en demeure des propriétaires et rédaction de procès-verbaux à l'attention de l'officier du Ministère public en cas d'infractions constatées au règlement sanitaire départemental de l'Hérault ou au code de la santé publique (pouvoir de police général du maire)
- Délivrance d'avis relatifs aux critères d'habitabilité concernant des projets de changement de destination de logements ou de déclarations d'intention d'aliéner un bien (sur sollicitation du service urbanisme)

ANNEXE 2 : NOTICE DE CALCUL

N° de poste	Libellé du poste	ETP
02023-068_PT	Chargé de mission périls	70%
02023-259_PT	Responsable du service intercommunal Santé et Habitat	70%
02023-260_PT	Inspecteur santé environnement	80%
02023-261_PT	Inspecteur santé environnement	80%
02023-262_PT	Inspecteur santé environnement	80%
02023-263_PT	Inspecteur santé environnement	80%
02023-264_PT	Inspecteur santé environnement	80%
02023-265_PT	Inspecteur santé environnement	80%
02023-266_PT	Inspecteur santé environnement	80%
02023-267_PT	Inspecteur salubrité	80%
02023-268_PT	Inspecteur salubrité	80%
02023-269_PT	Chargé du permis de louer	80%
PROJ2023-008_PT	Chargé du permis de louer	30%

Masse salariale	% de MAD par ETP = A
Frais personnel support (DRH, finances...)	6 % x A = B
Frais de structure	3% x (A+B)